

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/S/O/CRI

21 avril 2004

(04-1794)

Conseil du commerce des services
Session extraordinaire

Original: espagnol

COSTA RICA

Offre initiale conditionnelle

La communication ci-après, datée du 1^{er} avril 2004 et adressée par la délégation du Costa Rica, est distribuée aux membres du Conseil du commerce des services.

Introduction

1. Conformément à l'article XIX de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et aux paragraphes 7 et 15 de la Déclaration ministérielle de Doha sur la négociation des engagements spécifiques et la présentation des offres initiales dans le cadre de l'AGCS, le Costa Rica présente ci-après son offre initiale conditionnelle d'engagements spécifiques sur les services et sa liste d'exemptions du traitement de la nation la plus favorisée.
2. Le Costa Rica précise qu'il s'agit d'une offre initiale conditionnelle, subordonnée aux progrès et aux accords qui résulteront des négociations du Programme de travail de Doha et des travaux du Conseil du commerce des services et de ses organes subsidiaires. Il se réserve par conséquent le droit de réviser, de modifier ou de compléter la présente offre, en y apportant notamment des modifications ou des rectifications de forme, à tout moment jusqu'à la conclusion des négociations dans le cadre de l'OMC.
3. Le Costa Rica a élaboré la présente offre initiale d'engagements spécifiques en se fondant sur la Classification sectorielle des services (document MTN.GNS/W/120).

COSTA RICA – OFFRE INITIALE CONDITIONNELLE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|---|---|--|--------------------------|
| I. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX | | | |
| TOUS LES SECTEURS INCLUS DANS CETTE LISTE | <p>3) Néant</p> <p>4) Non consolidé sauf en ce qui concerne les mesures applicables à l'entrée et au séjour temporaire des gérants, directeurs administratifs, cadres supérieurs et personnels de maîtrise des entreprises, à condition que leur nombre ne dépasse pas deux dans chacune d'elles</p> | <p>3) La législation impose des restrictions à la participation des personnes physiques ou morales étrangères aux concessions que l'État a le pouvoir d'accorder dans la frange de 200 mètres de large le long des littoraux Atlantique et Pacifique de la République, dite "Zone maritimo-terrestre".</p> <p>4) Non consolidé sauf en ce qui concerne les mesures applicables aux personnes physiques visées dans la colonne "accès au marché".</p> | |
| II. ENGAGEMENTS SECTORIELS | | | |
| <p>1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES</p> <p>B. <u>Services informatiques et services connexes</u></p> <p>a) Services de consultations en matière d'installation des matériels informatiques (CPC 841)</p> | <p>1) Néant Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> | <p>1) Néant Non consolidé</p> <p>2) Néant</p> <p>3) Néant Non consolidé</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> | |

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|--|---|---|--------------------------|
| b) Services de réalisation de logiciels (CPC 842) | 1) Néant Non consolidé 2) Néant 3) Néant Non consolidé 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | 1) Néant Non consolidé 2) Néant 3) Néant Non consolidé 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | |
| c) Services de traitement de données (CPC 843) | 1) Néant Non consolidé 2) Néant 3) Néant Non consolidé 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | 1) Néant Non consolidé 2) Néant 3) Néant Non consolidé 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | |
| d) Services de bases de données (CPC 844) | 1) Néant Non consolidé 2) Néant 3) Néant Non consolidé 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | 1) Néant Non consolidé 2) Néant 3) Néant Non consolidé 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | |
| e) Autres (CPC 845+849) | 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant | 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Néant | |
| 5. SERVICES D'ÉDUCATION ¹ | | | |
| A. <u>Services d'enseignement primaire</u> (CPC 921) | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Le Conseil supérieur de l'enseignement est partie prenante dans les affaires concernant les enseignants et le personnel des établissements d'enseignement. | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Le Conseil supérieur de l'enseignement est partie prenante dans les affaires concernant les enseignants et le personnel des établissements d'enseignement. | |

¹ La Constitution de l'État assigne à l'enseignement la fonction de service public; en conséquence tous les établissements privés sont assujettis à l'inspection de l'État.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|---|---|--|--------------------------|
| B. <u>Services d'enseignement secondaire</u> (CPC 922) | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Le Conseil supérieur de l'enseignement est partie prenante dans les affaires concernant les enseignants et le personnel des établissements d'enseignement. | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Le Conseil supérieur de l'enseignement est partie prenante dans les affaires concernant les enseignants et le personnel des établissements d'enseignement. | |
| C. <u>Autres services d'enseignement supérieur</u> (CPC 92390) | 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) La création de sociétés anonymes et d'entreprises commerciales de n'importe quel type est interdite lorsqu'elle a pour but d'assurer un enseignement universitaire. Le Conseil national de l'enseignement supérieur universitaire (CONESUP) autorise la création et le fonctionnement des universités privées (y compris pour ce qui concerne les frais de scolarité, plans de travail et programmes d'études, la surveillance, etc.), et il lui appartient d'agréer le personnel enseignant ainsi que les directeurs de ces universités. 4) La législation relative aux étrangers qui entendent assurer la prestation de ces services exige leur inscription au Collège de leur profession. A cet effet, ils doivent remplir les conditions requises de nationalité et de résidence. Dans certains cas, l'engagement de professionnels étrangers dans des établissements d'État ne peut s'effectuer que s'il n'existe pas de personnes de nationalité costa-ricienne en mesure d'assurer le service dans les conditions requises. <i>(Limitations concernant aussi le traitement national)</i> | 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Non consolidé 4) Non consolidé sauf comme indiqué dans la colonne relative à l'accès aux marchés La législation relative aux étrangers qui entendent assurer la prestation de ces services exige leur inscription au Collège de leur profession. A cet effet, ils doivent remplir les conditions requises de nationalité et de résidence. Dans certains cas, l'engagement de professionnels étrangers dans des établissements d'État ne peut s'effectuer que s'il n'existe pas de personnes de nationalité costa-ricienne en mesure d'assurer le service dans les conditions requises. | |

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|---|--|---|--------------------------|
| <p>7. <u>SERVICES FINANCIERS</u></p> <p>La définition et le champ d'activité des secteurs ou sous-secteurs inscrits dans la présente liste d'engagements doivent s'entendre conformément aux définitions et champs d'activité établis dans la législation costaricienne pour chaque secteur ou sous-secteur</p> | | | |
| <p>Tous les secteurs et sous-secteurs inclus dans la présente liste</p> <p><u>Services bancaires et autres services financiers</u> (à l'exclusion de l'assurance):</p> <p>a) Acceptation de dépôts et d'autres fonds remboursables du public</p> <p>b) Prêts de tout type, y compris crédit à la consommation, crédit hypothécaire, affacturage et financement de transactions commerciales</p> | <p>3) Les sociétés peuvent s'établir uniquement sous forme de filiales à l'exclusion de toute autre forme, en particulier de succursales. Cela n'interdit pas les opérations des bureaux de représentation, lesquels ne peuvent pas fournir de services financiers au Costa Rica. La présence commerciale doit être conforme à l'objectif expressément autorisé de la filiale; celle-ci doit prendre la forme exigée à cet effet par le système juridique costaricien.</p> <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> | <p>1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux".</p> | |

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|---|---|---|--------------------------|
| c) Services de cartes de crédit: services consistant à financer l'acquisition de produits grâce à des cartes de crédit et autres moyens de paiement sur support plastifié | | | |
| d) Fourniture et transfert d'informations financières, et traitement de données financières et logiciels y relatifs, par les fournisseurs d'autres services financiers | 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | 1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | |
| e) Services de crédit-bail | 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant excepté que les banques commerciales et les établissements financiers autres que les banques ne peuvent pas fournir de services de crédit-bail en raison des restrictions légales à l'acquisition de biens meubles et immeubles par ces sociétés. 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant 4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux". | |

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|---|---|---|--------------------------|
| 8. SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX A. <u>Services hospitaliers</u> (CCP 9311) | 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé | 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé | |
| Services médicaux et dentaires (CPC 9312) | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) La législation relative aux étrangers qui entendent assurer la prestation de ces services exige leur inscription au Collège de leur profession. À cet effet, ils doivent remplir les conditions requises de nationalité et de résidence. Dans certains cas, l'engagement de professionnels étrangers dans des établissements d'État ne peut s'effectuer que s'il n'existe pas de personnes de nationalité costa-ricienne en mesure d'assurer le service dans les conditions requises. | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) La législation relative aux étrangers qui entendent assurer la prestation de ces services exige leur inscription au Collège de leur profession. À cet effet, ils doivent remplir les conditions requises de nationalité et de résidence. Dans certains cas, l'engagement de professionnels étrangers dans des établissements d'État ne peut s'effectuer que s'il n'existe pas de personnes de nationalité costa-ricienne en mesure d'assurer le service dans les conditions requises. | |
| 9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES A. <u>Hôtellerie et restauration</u> | | | |
| Services d'hôtellerie et autres services d'hébergement (CPC 641) | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Non consolidé | 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 4) Non consolidé | |

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|--|--|---|--------------------------|
| Services de restauration (CPC 642) | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Pour prouver sa vocation touristique, l'entreprise doit satisfaire à certaines conditions, par exemple: prouver que ses recettes encaissées ou prévues au titre de la vente de produits alimentaires constituent au moins 50 pour cent du total de ses ventes, sans y inclure les droits d'entrée, de réservation des tables ou similaires. 4) Non consolidé | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 4) Non consolidé | |
| B. <u>Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques</u> (CPC 7471) | 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant Les investisseurs étrangers peuvent participer à concurrence de 49 pour cent au capital social des entreprises 4) Non consolidé | 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) Néant Les investisseurs étrangers peuvent participer à concurrence de 49 pour cent au capital social des entreprises 4) Non consolidé | |
| C. <u>Services de guides touristiques</u> (CPC 7472) | 1) Non consolidé 2) Néant 3) L'exercice de cette activité est réservé aux personnes de nationalité costa-ricienne. 4) Accès limité aux personnes de nationalité costa-ricienne | 1) Non consolidé 2) Non consolidé 3) L'exercice de cette activité est réservé aux personnes de nationalité costa-ricienne. 4) Accès limité aux personnes de nationalité costa-ricienne | |
| D. <u>Autres services relatifs au tourisme</u> | | | |
| Services de location simple ou en crédit-bail de véhicules automobiles sans chauffeur (CPC 83101) | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Néant Non consolidé | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Néant Non consolidé | |

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

| Secteur ou sous-secteur | Limitations concernant l'accès aux marchés | Limitations concernant le traitement national | Engagements additionnels |
|---|---|---|--------------------------|
| Services de louage d'embarcations de tourisme (CPC 96499) | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Néant Non consolidé | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Néant Non consolidé | |
| Services informatisés de réservation | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Néant Non consolidé | 1) Non consolidé 2) Néant 3) Non consolidé 4) Néant Non consolidé | |
| 10. SERVICES DE TRANSPORTS | | | |
| C. <u>Services de transports aériens</u> | | | |
| Maintenance et réparation des aéronefs (8868) | 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Néant | 1) Non consolidé* 2) Néant 3) Néant 4) Néant | |

* Non consolidé parce que techniquement impraticable.

COSTA RICA - LISTE FINALE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

| Secteur ou sous-secteur | Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II | Pays auxquels la mesure s'applique | Durée projetée | Conditions qui rendent l'exemption nécessaire |
|---|--|---|-----------------------|--|
| SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES Services professionnels* | Pour qu'un professionnel étranger puisse s'inscrire au Collège professionnel compétent, il doit exister un traité de réciprocité en vigueur avec son pays d'origine et, dans certains cas, il doit prouver que, dans son pays d'origine, des personnes de nationalité costa-ricienne peuvent exercer la même profession dans des circonstances analogues. | Guatemala, Honduras, El Salvador y Nicaragua.** | Indéterminée | Nécessité de garantir le respect de certaines règles minimales de qualité en matière de services professionnels. |
| AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES Services de publicité | L'importation de spots commerciaux en provenance de l'extérieur de la zone d'Amérique centrale est soumise à un impôt de 100 pour cent de leur valeur, et en aucun cas cet impôt ne peut être inférieur à 10 000 colones ni supérieur à 50 000 colones. Sont considérés comme nationaux les spots commerciaux de radio, de cinéma et de télévision produits dans n'importe lequel des pays d'Amérique centrale avec lesquels le Costa Rica a des traités de réciprocité en la matière. | Guatemala, El Salvador, Honduras et Nicaragua | Indéterminée | Coopération avec les pays de la région par le biais de préférences accordées dans le cadre de l'intégration centraméricaine. |

* Le secteur des SERVICES PROFESSIONNELS comprend tous les services dont la prestation nécessite une formation supérieure spécialisée et dont l'exercice est soumis à l'autorisation des pouvoirs publics prévue par les lois en la matière.

** Dans certains cas, les professionnels originaires de pays d'Amérique centrale sont exonérés de l'obligation de résidence exigée pour l'inscription au Collège de leur profession.

| Secteur ou sous-secteur | Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II | Pays auxquels la mesure s'applique | Durée projetée | Conditions qui rendent l'exemption nécessaire |
|-----------------------------------|---|---|----------------|---|
| SERVICES DE TRANSPORTS TERRESTRES | | | | |
| Transports de voyageurs | Le permis d'exploiter un service international de transport rémunéré de personnes ne sera accordé qu'aux entreprises costa-riciennes et aux entreprises dont le capital comprend au minimum 60 pour cent d'apports centraméricains. | Guatemala, El Salvador, Honduras et Nicaragua | Indéterminée | Coopération avec les pays de la région par le biais de préférences accordées dans le cadre de l'intégration centraméricaine. |
| | Pour l'obtention des permis d'assurer des services internationaux de transport rémunéré de personnes, il sera essentiellement tenu compte du principe de la réciprocité. | Tous les pays | Indéterminée | |
| Transports de marchandises | Les véhicules, remorques, conteneurs et châssis étrangers, originaires de l'extérieur de la zone centraméricaine, ne pourront transporter que les marchandises importées par le Costa Rica depuis l'extérieur de cette zone ou exportées vers l'extérieur de la zone. | Guatemala, El Salvador, Honduras et Nicaragua | Indéterminée | Coopération avec les pays de la région par le biais de préférences accordées dans le cadre de l'intégration centraméricaine. |
| Tous les secteurs | Mesures prises conformément à des accords bilatéraux de promotion et de protection des investissements qui ont pour but de favoriser, par le biais de préférences, les investissements de certains pays avec lesquels le Costa Rica a conclu des accords de cette nature. | Tous les pays | Indéterminée | Politiques nationales visant à assurer que le traitement qui est garanti en matière d'investissements soit accordé sur la base de la réciprocité. |